

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 114 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2779 - Prix : 1€

**Assurance chômage :
chômeurs et
travailleurs payent
pour les financiers**

Page 3

**Retraites
complémentaires :
sous-revalorisation**

Page 4

**Hausse des
carburants : Assé
pompe a nou !**

Page 6

**Manifestation contre
les fermetures
d'agences postales**

Page 7

CANE

**Le patron cherche le
bâton pour se faire
battre ?**

Page 8

Afghanistan

**Un chaos dont
l'impérialisme est
responsable**

Page 9



COP26 : Au sommet des promesses non tenues

La 26ème grand-messe pour le climat a démarré ce dimanche à Glasgow. Comme toujours, les chefs d'État vont promettre et jurer, main sur le cœur et larme à l'œil, qu'ils feront mieux demain. La réalité est qu'ils nous conduisent à la catastrophe.

En 2015, lors de la COP21 à Paris, ils avaient reconnu la nécessité de contenir le réchauffement pour viser 1,5° C. Mis à part la Gambie, aucun État n'a tenu ses engagements, la France pas plus que les autres. Alors, Macron n'a pas de quoi parader !

Cela fait près de 30 ans que les chefs d'État se réunissent dans l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique et 30 ans que les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. Même les promesses financières destinées à aider les pays du Sud à faire face au changement climatique n'ont pas été tenues, alors que des centaines de milliards sont engloutis dans la spéculation et les grandes fortunes !

Les commentateurs appellent à « passer des paroles aux actes ». « Nous partageons la planète, alors il faut plus de coopération internationale », entend-on aussi. C'est vrai, mais faut-il rappeler que la France et la Grande-Bretagne sont en train de s'écharper sur quelques dizaines de droits de pêche par démagogie nationaliste ?

Au service des capitalistes, tous les gouvernements placent les intérêts de leurs industriels, la course aux profits et la guerre commerciale au-dessus de tout. Ils les placent au-dessus des salaires, des droits et des conditions de vie des travailleurs. Et ils les font passer avant les considérations climatiques.

C'est ainsi que Macron a repoussé la date d'interdiction du glyphosate. C'est ainsi qu'il a autorisé Total à forer en Guyane cinq puits d'exploitation offshore. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne peut pas faire confiance à Total ! Pendant 50 ans, Total, disposant d'études sur les conséquences des hydrocarbures pour le réchauffement climatique, les a dissimulées au public, afin de rester un roi du pétrole...

Entre autres renoncements, Macron a refusé d'inscrire dans la loi Climat la taxation des véhicules les plus lourds et a rechigné à supprimer les liaisons aériennes pouvant être effectuées en train. « Cela revient à nier la liberté des entreprises d'investir où elles le souhaitent. C'est vraiment aller trop loin ! » Ce cri du cœur d'une députée macroniste résume l'état d'esprit des gouvernants : le moindre contrôle sur les décisions des capitalistes est un sacrilège.

Autrement dit, il faudrait accepter les décisions prises dans le secret des conseils d'administration des grands groupes capitalistes qui sont les principaux pollueurs, quand bien même elles sont nuisibles pour les hommes et la planète !

Tant que les intérêts du grand patronat s'imposeront, c'est sur la population et sur les travailleurs que pèseront les sacrifices. Du matin au soir, on nous dit que « chacun est responsable » et que l'on consommerait mal et trop. Cela revient à dédouaner les responsables qui nous dirigent. Et c'est surtout une façon de nous faire payer la crise climatique avec des mesures aussi injustes que l'interdiction de rouler pour les voitures classées crit'Air4, la taxe carbone ou l'augmentation des prix de l'énergie...

Si l'on veut être responsable, il faut remettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Toute politique écologique se heurte à la folie de ce système et à la spéculation. Un exemple en est qu'avec la flambée actuelle du prix du gaz, le charbon devient plus compétitif pour produire de l'électricité. Les grandes puissances, qui reprochent à la Chine d'ouvrir de nouvelles centrales à charbon, sont elles-mêmes en train de relancer son exploitation. Cette année, sa part dans la production européenne d'électricité a bondi de 14 % à 19 %.

En France, les politiciens se gargarisent des faibles émissions de gaz à effet de serre, mais nous ne pouvons leur faire confiance sur la maîtrise de la production nucléaire, elle aussi soumise aux lois de la rentabilité plus qu'à celles de la sécurité.

On ne sauvera pas la planète sans arrêter la course au profit et sans en finir avec ce système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur la concurrence et le marché, source d'anarchie et de gaspillage incroyable.

Cette lutte correspond aux intérêts de tous les travailleurs qui sont les premières victimes de ce système. La crise climatique et la nécessité d'y répondre ne peuvent que nous conforter dans la perspective d'exproprier les grands groupes capitalistes pour les gérer collectivement et planifier l'économie à l'échelle planétaire. C'est le seul moyen de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité.

Nathalie Arthaud

Chômage à La Réunion : une baisse virtuelle

D'après Pôle Emploi, le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues, a baissé de 0,9 % au troisième trimestre 2021 et de 2,4 % sur un an. Il y aurait au 30 septembre 160 700 personnes sans emploi.

Pour arriver à faire baisser statistiquement le nombre de chômeurs, à combien de radiations Pôle Emploi a-t-il procédé ?

En admettant que le chômage ait sensiblement baissé, il n'en demeure pas moins qu'officiellement 20 % de la population totale est au chômage, 30 % de la population active !

Parmi les 270 200 salariés en activité, le nombre de ceux en contrat précaire et/ou à temps partiel est en

constante augmentation.

Pôle Emploi, les patrons ou le gouvernement auront beau manipuler les chiffres, ils n'arriveront pas à faire mentir la réalité que vivent les travailleurs, à savoir la dégradation de leur niveau de vie et une paupérisation qui grandit.

Pour une réelle création d'emplois, il faudrait répartir le travail entre ceux qui en sont privés et ceux qui en ont sans baisse de salaire. Il faudrait utiliser l'argent public pour la création d'emplois dans les services utiles à la population et non en gaver les actionnaires des grandes entreprises comme le font tous les gouvernements qui se succèdent.

Et il faudrait prendre sur les pro-

fits accumulés des grandes entreprises pour augmenter comme il se doit, les salaires, les pensions et les allocations.



Assurance chômage : chômeurs et travailleurs payent pour les financiers

D'après les calculs officiels de l'Unédic, les comptes de l'Assurance chômage vont repasser dans le vert en 2022, ce qui n'était pas arrivé depuis la crise financière de 2008. Cela n'a rien d'une bonne nouvelle pour les travailleurs, avec ou sans emploi, car ce sont eux qui vont payer pour ce résultat.

Les chômeurs vont payer à cause des effets de la réforme de l'Assurance chômage. En diminuant les indemnités qui leur seront versées, l'Unédic espère faire 1,9 milliard d'euros d'économies par an.

Et puis, les mesures d'urgence annoncées par le gouvernement au moment du déclenchement de la crise du Covid, notamment le paiement de l'activité partielle, vont progressivement disparaître. L'Unédic estime que cela va entraîner plusieurs milliards d'euros d'économies supplémentaires par an. Les travailleurs mis au chômage partiel paieront donc par la baisse de leurs indemnités.

Le gouvernement justifie ces at-

taques en prétendant que l'économie est en train de sortir de la crise. Mais combien de milliers de travailleurs, à commencer par des intérimaires, perdent leur emploi chaque jour en ce moment ? Et combien d'usines de tous les secteurs de l'économie sont à l'arrêt plusieurs jours par semaine, voire plusieurs semaines d'affilée, à cause des pénuries ou des retards de livraisons de toute sorte ? L'économie mondiale n'est pas sortie de la

crise, elle est en train d'en connaître une nouvelle phase.

Et à quoi vont servir ces milliards d'euros d'économies réalisées ? À payer les intérêts de la dette de l'Unédic. Le chômage est une bonne affaire pour la finance.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 12 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 13 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 20 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 21 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

Retraites complémentaires : sous-revalorisation

Les retraites complémentaires Agirc-Arrco ont été revalorisées de 1 % au 1er novembre, moyennant quoi le pouvoir d'achat des retraités va continuer de baisser puisque l'inflation est officiellement de 1,5 % selon les chiffres de l'Insee.

Cette caisse de retraites complémentaires du secteur privé, fusion de l'Agirc (pour les cadres) et de l'Arrco (pour les non-cadres), fonctionne selon un système par points : leur cumul, multiplié par la valeur du point au moment du départ en retraite, constitue pour le nouveau retraité une somme non négligeable qui s'ajoute à la retraite du régime général : elle représente un quart à un tiers de la pension pour les ouvriers et jusqu'aux

deux tiers pour les cadres.

En 2020 la crise, les licenciements et donc la diminution du nombre de cotisations ont entraîné un déficit des caisses complémentaires de plus de quatre milliards. En juillet 2021, les représentants du Medef, hostiles évidemment à toute hausse de ses cotisations, et ceux de la CFDT et de la CFTC ont finalement décidé de cette sous-revalorisation, devant laquelle se sont inclinés les autres représentants syndicaux liés par cette gestion paritaire.

Ce serait, paraît-il, une entorse à la règle d'or qui exige une revalorisation toujours égale à l'inflation, donc une sorte d'exception de temps de crise. En réalité, selon une étude pu-

blée par la revue Capital, en dix ans, une sous-revalorisation régulière des retraites complémentaires a provoqué un manque à gagner de 4 % pour les anciens salariés. Encore ce manque est-il mesuré à l'aune d'une hausse des prix officielle déconnectée des dépenses réelles des travailleurs.

Faire en sorte que les retraites suivent la hausse réelle des prix est indispensable. Cela veut dire faire payer le Medef, sans attendre la énième discussion autour du tapis vert pour récolter à peine des miettes.

EDF : 400 millions s'envolent

Les fournisseurs alternatifs ne sont pas les seuls à spéculer sur le prix de l'énergie.

EDF s'y est mise aussi, depuis quelques années, par le biais d'un service, EDF Trading. Les traders (autrement dit les spéculateurs pour le compte d'EDF) achètent et vendent gaz et électricité sur le marché de gros, à l'échelle internationale.

Comme pour toute spéculation, il y a des risques. C'est ce qui s'est produit début octobre, où un trader avait parié sur une baisse du prix de l'électricité pour la période dite de pointe hivernale. Or, depuis deux mois, celui-ci ne fait que grimper al-

lègrement. Le résultat de l'opération est qu'EDF y a laissé 400 millions d'euros !

EDF s'est bien gardée de le dire, elle ne communique jamais sur les activités de trading. Mais plusieurs journaux ont révélé l'affaire, sans être démentis. D'ailleurs EDF aurait par la suite récupéré sa perte dans d'autres opérations. L'entreprise qui spéculé ainsi est détenue à près de 84 % par l'État jouant, et quelquefois perdant, grâce à l'argent des usagers.



Medef : entre folie des grandeurs et soif de subventions

À l'occasion de la venue du président du Medef national, Geoffroy Roux de Bézieux, dans l'île, le président du Medef Réunion, Didier Fauchard, a déclaré qu'« il était important que La Réunion se développe à l'export dans la zone Océan Indien » et rêve d'« en faire un hub de la formation dans cette région du

monde ». Il souhaite aussi que les entreprises réunionnaises deviennent les « sous-traitants de grosses PME métropolitaines »... comme si ce n'était pas déjà le cas !

Mais, en bon représentant du patronat, il y voit des obstacles : les normes européennes et le coût de la main d'oeuvre ! Alors face aux « risques considérables » que les pa-

trons réunionnais sont prêts à prendre à l'export, Didier Fauchard ne voit qu'un seul remède : un accompagnement plus fort de l'État.

C'est fou de voir combien ces partisans de la « libre entreprise » ne peuvent entreprendre quoi que

Travailleurs pauvres, retraités pauvres et ...étudiants pauvres. De quoi être révolté !

Les étudiants de La Réunion ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.

Le nombre de ceux qui fréquentent les boutiques « solidarité » ou ont recours à des colis alimentaires est en constante augmentation.

Le 23 octobre pas moins d'un millier d'étudiants, boursiers et non boursiers de la fac de Saint-Denis est venu à l'opération solidarité organisée par le syndicat Unef.

D'après son président, la crise sanitaire a aggravé une situation déjà inquiétante.

Certains pour pouvoir payer le loyer, se nourrir, etc doivent avoir recours à des petits boulots, pas faciles à trouver. Mais travailler, même occasionnellement, a forcément un impact sur les études qui en pâtissent.

Il n'est pas étonnant que dans de telles conditions, des étudiants finissent par abandonner les études.

Les plus touchés sont les jeunes issus de familles populaires dont les parents ont eux-mêmes du mal à s'en sortir.

Aujourd'hui un élève boursier touche environ 560 euros par mois. C'est bien insuffisant. Il faudrait

l'augmenter de 100 euros au moins pour que les étudiants puissent subvenir à peu près à leurs besoins.

Quant aux non boursiers, ils ne sont pas forcément mieux lotis car souvent les revenus des parents sont juste aux dessus des plafonds mais ne permettent pas de venir en aide à leurs enfants.

Et ce n'est pas l'aumône de 100 euros de Macron-Castex qui les sortiront d'affaire.

Les étudiants, c'est fait pour étudier. C'est à la société de prendre en charge toutes leurs dépenses.

Jeunes sans ressources : la baudruche Macron se dégonfle

Macron promettait depuis des mois un revenu minimum aux jeunes sans emploi, ni formation, ni ressource, qui sont plus d'un million dans le pays. Il vient d'annoncer la création du contrat d'engagement pour les jeunes de moins de 26 ans au 1er mars 2022.

Avec une longue liste de conditions dont celle d'accepter n'importe quelle activité, ce sont finalement 400 000 jeunes qui pourront prétendre toucher « jusqu'à 500 euros » par mois. Macron, qui consacre le budget de l'État à assister les capitalistes, ne veut pas être accusé d'en-

courager « l'assistanat des jeunes ».

Ça tombe bien, les jeunes ne veulent pas être assistés. Ils veulent un avenir... que leur refuse Macron et le capitalisme qu'il défend.

Travailleurs sans papiers : premiers reculs patronaux

En grève depuis le 25 octobre pour réclamer leur régularisation dans différentes villes, à l'initiative de la CGT, les travailleurs sans-papiers ont obtenu quelques avancées, même si pour l'instant ce ne sont que des promesses.

Mal payés, surexploités parce qu'ils n'ont pas de titre de séjour et risquent d'être renvoyés du jour au lendemain dans leur pays d'origine, ces travailleurs occupent les emplois les plus pénibles et dangereux, que ce soit dans la restauration, les entreprises de propreté, les livraisons à domicile, le bâtiment ou les agences d'intérim. Pendant le confinement du printemps 2020, les médias hypocrites avaient salué ces « héros de l'ombre », qui avaient continué leur travail dans des secteurs essentiels

au fonctionnement de la société, malgré le risque d'être contaminés par le Covid. Mais ils étaient restés muets sur les pertes de salaire occasionnées pour ceux qui, privés de contrats d'embauche, ne pouvaient avoir droit au chômage partiel, ou ceux qui ont purement et simplement perdu leur emploi à la fermeture de leur entreprise.

Mais, d'un autre côté, les périodes de chômage technique leur ont donné l'occasion de se rassembler, de tisser des liens par-delà les corporatismes et, pour finir, de se retrouver autour de revendications et d'actions communes pour tenter de faire plier les patrons qui les exploitent. Ils réclament que ceux-ci leur fournissent les documents indispensables pour qu'ils puissent

faire une demande de régularisation auprès des autorités. Ils vivent et travaillent en France depuis des années, ils y paient des impôts, ils cotisent auprès des caisses d'assurance maladie et de retraite mais, tant que leur employeur refuse de leur fournir la preuve qu'ils travaillent dans leur entreprise, ils ne peuvent prétendre ni à y rester ni à avoir les mêmes droits que l'ensemble des travailleurs.

En région parisienne, la lutte des sans-papiers a commencé à payer et plusieurs entreprises se sont engagées à fournir les documents demandés. Ce n'est qu'un premier pas, bien sûr, mais, vu la détermination des grévistes, il est certain qu'ils n'en resteront pas là.

SPL ou Sem, ça ne change rien pour les travailleurs de Estival



Le 29 octobre, les élus de l'intercommunalité de l'Est, la Cirest ont voté la transformation de l'actuelle société de transport Sem Estival en SPL Estival.

Ce changement de statut a donné lieu à des joutes verbales entre le maire et président de la Cirest Patrice Selly et les élus municipaux de Saint-André menés par le maire Joé Bédier.

Ce dernier accusant Selly d'avoir pris ses décisions sans en avoir « débattu en amont » ; Selly rétorquant que la SPL apportera plus de « transparence ».

Pour qui ?

Peut-être pour les nouveaux administrateurs de cette future SPL,

choisis parmi les élus de la Cirest, mais certainement pas pour les conducteurs de bus et le personnel travaillant dans les bureaux de l'ex Sem et désormais SPL Estival. Encore moins pour la population des communes de l'est à qui personne n'a demandé son avis.

La vraie transparence, ce sont les travailleurs de l'entreprise qui l'imposeront quand ils en exigeront le contrôle.

Et puis, Sem ou SPL, il n'a pas été question ...d'augmenter les salaires ni de baisser les tarifs pour les usagers des bus.

Hausse des carburants : Assé pompe a nou !

Au 1er novembre, le prix du litre d'essence a augmenté de 11 centimes et passe à 1,57 €. Celui du gazole a pris 8 centimes et passe à 1,20 €.

Quant à la bouteille de gaz qui coûtait encore en octobre 19,46 €, elle est passée à 21,03 €.

Depuis un an les prix des

carburants ont augmenté comme suit :

	Prix au 1/10/2020	Prix au 1/10/2021	% Augmentation
Litre d'essence	1,24 €	1,57 €	26,00%
Litre de gazole	0,92 €	1,20 €	30,00%
Bouteille de gaz	16,56 €	21,03 €	27,00%

À titre de comparaison, le Smic n'a augmenté que de 3 % en un an. Il était de 1539 € brut mensuel (35 h de travail hebdomadaire) au 1er octobre 2020 et n'est passé qu'à 1589 € brut mensuel au 1er octobre 2021. Une misère de quelques euros de plus sur le salaire net.

Ces produits de base sont pourtant indispensables pour se rendre à son travail en l'absence de transports en commun fréquents et fiables comme pour préparer ses repas. Les augmenter dans ces proportions, alors que les salaires ne suivent pas, se

traduit par une dégradation nette des conditions de vie de la population laborieuse.

Il faut exiger que les salaires, les indemnités et les retraites augmentent au même rythme que les prix.

De l'argent il y en a...

Les compagnies pétrolières font leur beurre sur le dos des usagers, crise ou pas crise.

Au 1er trimestre 2021, les 10 majors mondiaux du pétrole (Total, Shell, etc.) ont réalisé 46,5 milliards de profits.

Les actionnaires sont gavés et la misère des populations aggravée. Jusqu'à quand ?



Manifestation contre les fermetures d'agences postales

Lundi 25 octobre, une quinzaine de postiers ont manifesté symboliquement devant l'agence postale du bas de la rue Maréchal Leclerc à Saint-Denis. Ils ont choisi ce bureau parce qu'au prétexte du Covid la direction de la Poste l'a fermé depuis 18 mois.

Qui habite majoritairement dans ce quartier ? Des travailleurs et une forte proportion de chômeurs et de gens démunis de tout.

Le bureau le plus proche se trouve dans la partie haute de la ville. Personnes âgées, malades, handicapés sont les premiers à subir les conséquences de cette politique de suppression des points d'accueil postaux.

À compter du 1er novembre, d'autres bureaux de cette administration doivent fermer à leur tour. Il s'agit de ceux du Tévelave, de Belle-mène, de Paul Badre au Tampon, de Sainte Thérèse à la Possession, de Rivière des Galets et de Vincendo.

Les habitants de ces quartiers subiront les mêmes désagréments que ceux de Saint-Denis. Ils devront



à leur tour effectuer de plus longs déplacements pour affranchir leur courrier ou expédier un colis.

Les services rendus à la population se détériorent de jour en jour comme la situation des postiers :

la distribution du courrier passe de J+1 à J+3, le prix du timbre ne cesse d'augmenter avec encore +11 % au 1er janvier prochain, le nombre de postiers est passé de 1827 en 2018 à 1641 en 2021, les agents fonctionnaires sont remplacés par des salariés sous contrats privés.

Les motifs de colère s'accroissent. Il faudra, tous ensemble, en finir avec un système où la recherche du profit pourrit la vie des travailleurs comme celle de la population.

Services aux patrons plutôt que services à la population

Les fermetures des points d'accueil des administrations s'accroissent de jour en jour. Elles procèdent en fait d'une politique générale de la bourgeoisie qui exige de l'État que ses services lui coûtent le moins possible.

Ainsi s'expliquent la fermeture des agences EDF, la fermeture programmée des centres des impôts, la fermeture des accueils en préfecture pour les cartes grises et autres documents administratifs et la fermeture de milliers de lits dans les hôpitaux publics, l'insuffisance de personnels soignants dans ces mêmes hôpitaux, les Ehpad, les crèches...

La bourgeoisie veut toujours moins d'État pour satisfaire les besoins des travailleurs et de leurs familles, mais toujours plus d'État pour satisfaire son appétit insatiable d'enrichissement.

C'est cette classe parasitaire, minoritaire, qu'il serait temps de mettre hors d'état de nuire !

L'État ment

La Poste, anciennement administration publique, est devenue une société anonyme depuis une loi de 2010. Le Journal officiel publiant les décrets d'application rapportait que "cette transformation ne peut avoir pour conséquence de remettre en cause le caractère de service public national de La Poste", que l'État gardera une part majoritaire et autorise l'actionnariat salarié. Le nouveau statut de La Poste ne change rien à ses missions, dont la distribution du courrier sur tout le territoire. Ses salariés actuellement fonctionnaires gardent leur statut et elle maintient ses 17.000 points de contact en France ».

Un mensonge éhonté comme on peut le constater onze ans plus tard !

La Poste timbrée !

Face au mécontentement qui s'est exprimé dans certains quartiers suite à sa décision de fermer ses bureaux, la direction de la Poste cherche des commerçants dans les quartiers concernés qui pourraient contre rémunération, prendre en charge l'activité postale pour les opérations courantes ! Pour les demandes plus complexes, la population est invitée à se chercher un autre bureau.

La décomposition de ce qui est censé être un service public est le produit d'un système capitaliste à bout de souffle.

CANE (COOPÉRATIVE AGRICOLE DU NORD-EST)

Le patron cherche le bâton pour se faire battre ?



La CANE (Coopérative Agricole Nord EST) emploie plus cent salariés dans des magasins de ventes de produits agricoles et de jardinage, La course à la rentabilité menée par la direction pourrit les conditions de travail.

Depuis des mois, les départs ne sont pas systématiquement rempla-

cés, plusieurs services sont en sous-effectif. Les arrêts maladies se multiplient comme, les burnout et les tensions entre collègues.

Les membres élus du CSE (Conseil social et économique) sont eux aussi mis sous pression au point que quatre d'entre eux ont déjà démissionné de leur mandat dont l'ancienne secrétaire actuellement en accident de travail.

Depuis le 15 septembre 2021, le salaire de la nouvelle secrétaire du CSE a été suspendu et celle-ci a été placée en mise à pied conservatoire en vue d'un licenciement. La majorité des élus du CSE a voté contre son li-

ciement lors de la réunion de consultation du mercredi 27 octobre et nombre de salariés lui ont manifesté leur solidarité.

La direction montre sa détermination à briser toute résistance chez ceux qui s'opposent à ses méthodes d'exploiteur sans frein.

Souhaitons que les travailleurs fassent respecter leurs intérêts collectifs en commençant par gagner la levée de toute sanction contre cette déléguée du personnel.

LEO DE SALAZIE

Danger imminent, présence d'amiante



Dans cet élevage de poules pondeuses qui emploie une quarantaine d'ouvrières et d'ouvriers, le patron a été contraint, sur demande des élus du CSE, de faire procéder récemment à une recherche d'amiante dans ses poulaillers.

Le diagnostic établi par la société spécialisée dans ce domaine est formel : toitures, murs et cloisons des bâtiments dans lesquels évoluent quotidiennement ces travailleurs sont truffés de ce produit cancérigène. Certaines parties dégradées nécessi-

teraient des travaux de mise en sécurité immédiate afin d'empêcher la poussière d'amiante de migrer vers les poumons de ces salariés.

Eh bien, lors d'une réunion du personnel faite en présence de leurs élus, le patron questionné sur ce qu'il comptait faire face à ce danger a répondu que l'amiante présent dans son entreprise étant du type « dur », une pure invention de sa part et qu'il n'y avait donc pas lieu à procéder à quelques travaux de mise aux normes que ce soit.

Pour cet exploitateur, comme pour tant d'autres, peu importe que la santé des salariés soit mise en danger pourvu que les bénéficiaires tombent dans leur escarcelle.

Les travailleurs de LeO ne pourront compter que sur eux-mêmes, sur leur capacité à riposter collectivement, pour se protéger de l'amiante... et de la rapacité de leur patron !

AFGHANISTAN

Un chaos dont l'impérialisme est responsable

Le 15 octobre dernier, une mosquée chiïte de Kandahar était visée par un attentat revendiqué par l'organisation État islamique-Khorasan (EI-K), branche locale de l'organisation État islamique, faisant au moins 47 morts et 80 blessés. Une semaine auparavant, un attentat contre la mosquée chiïte de Kunduz avait fait 60 morts.

Depuis que les talibans ont pris Kaboul et qu'ils règnent sur la totalité du pays, près d'une trentaine d'attaques ont été revendiquées par l'EI, dont celle du 26 août à l'aéroport de Kaboul, la plus meurtrière avec 100 morts.

Selon un rapport de l'ONU datant de juin dernier, de 8 000 à 10 000 djihadistes venus du Moyen-Orient, du Caucase et d'Asie centrale auraient rejoint l'Afghanistan ces derniers mois. Une partie d'entre eux sont venus grossir les rangs du groupe État islamique, d'autres ceux d'Al - Qaïda, la frontière entre ces groupes djihadistes étant plus que

floue.

Tous ces groupes, y compris EI, sont le produit des guerres menées par les États-Unis, avec la complicité des autres pays impérialistes, au Moyen-Orient, et en particulier en Irak à partir de 2003. La misère, les destructions et les nombreuses victimes ont contribué à grossir sans cesse les rangs des groupes djihadistes.

Après vingt ans de présence militaire, les États-Unis ont finalement choisi de quitter l'Afghanistan et de s'appuyer sur les talibans, qu'ils avaient déjà soutenus avant 2001. Les dirigeants impérialistes sont coutumiers de ce genre de volte-face. Les 9 et 10 octobre, au Qatar, des discussions ont eu lieu entre représentants américains et talibans, qualifiées de « franches et professionnelles » par le département d'État américain.

Ils se moquent bien que les talibans instaurent une dictature réactionnaire sur leur peuple. Les

dirigeants américains soutiennent bien des régimes semblables dans le monde, les monarchies d'Arabie saoudite et du Golfe, pour ne citer que celles-là.

Pendant ce temps la population, qui a subi quarante ans de guerre et est toujours la proie de bandes armées diverses régnant dans le pays, se retrouve au bord de la famine. La presse a rapporté des témoignages de parents qui vendent un de leurs enfants pour ne pas mourir de faim. David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), a déclaré que 22,8 millions de personnes – sur 39 millions d'habitants en Afghanistan – étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, contre 14 millions il y a à peine deux mois.

La situation en Afghanistan est à l'image de celle de bien des pays qui ont été victimes des interventions impérialistes.

GUADELOUPE

Après l'interpellation d'une dirigeante syndicale

Vendredi 22 octobre au matin, Claudine Maraton, secrétaire générale de l'UTS (Union des travailleurs de la santé de l'UGTG), a été interpellée, menottée et emmenée en garde à vue par les gendarmes.

Ces derniers avaient fait irruption sur le piquet de grève du centre hospitalier de Basse-Terre. Une échauffourée s'en est suivie avec les grévistes. C'est alors que Claudine Maraton, venue s'interposer, a été interpellée par les gendarmes pour « rébellion ». Aussitôt, près de 200

personnes se sont massées devant le commissariat de Basse-Terre, réclamant sa libération au son du tambour. Mais, dans toute l'île, la nouvelle a ému les travailleurs de la santé, qui ont redoublé de mobilisation et de vigilance sur les quinze piquets de grève devant les établissements de santé de l'île.

Le lendemain, la quinzième manifestation syndicale contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire a réuni plus de 800 personnes dans les rues de Sainte-Rose.

Au moment où des centaines d'agents hospitaliers réfractaires à

l'obligation vaccinale reçoivent des lettres de menaces et de suspension, la tension est très vive. Le bras de fer se poursuit avec l'administration hospitalière et les représentants de l'État.

En fin de compte, tout comme en Martinique le 15 octobre, l'action des forces de police contre les grévistes a l'effet inverse de ce que voudraient les directions d'hôpitaux et la préfecture. La grève se durcit et l'opinion publique soutient d'autant plus les grévistes.

Contre le passe sanitaire et les sanctions

Lundi 25 octobre, plus d'un millier de personnes ont manifesté durant toute la matinée dans les rues de Fort-de-France, en Martinique.

L'intersyndicale de la santé, regroupant les syndicats des salariés de la santé, publics et privés, et aussi des associations d'infirmières et d'infirmiers libéraux et de sages-femmes, avait lancé un appel à la mobilisation générale contre l'obligation vaccinale, le passe sanitaire et contre les sanctions. Ils réclament aussi l'ouverture d'une médiation avec le directeur du CHUM, celui de l'ARS et le préfet.

La détermination des soignants a été renforcée par les multiples réactions de soutien venant de la population, suite à l'intervention musclée des gendarmes et à la riposte des soignants sur le parking du CHU vendredi 15 octobre. Des défilés de soutien des chauffeurs de taxi, des motards, des pompes funèbres, des pompiers ou des salariés d'EDF se sont succédé autour de l'hôpital. La mobilisation sur le site a été renforcée

aussi par les prises de parole de travailleurs, de pompiers, d'ouvriers du bâtiment et de la métallurgie. De nombreux communiqués venant de salariés d'Odysse, de la Sécurité sociale, sont aussi parvenus aux salariés en lutte.

Samedi 23 octobre, lors du rassemblement de plusieurs centaines de travailleurs à la Maison des syndicats, un collectif de dix avocats a décidé de soutenir activement les soignants. Il a annoncé avoir déposé une plainte contre X auprès du procureur pour la mauvaise gestion de la crise Covid.

Le lundi 25 octobre était le jour même de la mise en application sur leur lieu de travail du contrôle de la première injection du vaccin pour les soignants. Des groupes de soignants sont arrivés à la Maison des syndicats tôt le matin, le plus souvent en blouse blanche. Ils venaient du CHU, de cliniques, de pharmacies, de centre de soins pour handicapés, etc. Ils sont venus parfois en famille, avec conjoints ou enfants. Ils partageaient les témoignages sur les menaces faites par leurs employeurs, certains

leur ayant carrément dit : « *Ce n'est pas la peine de venir au boulot ce matin.* » Mais surtout, devant le grand nombre de personnes présentes, ils reprennent force et se disent : « On arrivera à les faire reculer ». Des travailleurs d'EDF en grève sont venus rejoindre la manifestation. La manifestation dynamique du 25 s'est terminée sur le parc de la Savane par des prises de parole.

Les mobilisations se poursuivent

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282



Nathalie Arthaud,
candidate de
Lutte ouvrière
à l'élection
présidentielle